

Communistes

www.PCF.fr

Dimanche 23 novembre Meeting national avec Fabien Roussel à Marseille

**MEETING
MARSEILLE
PARC CHANOT
23 NOV. 13H30**



Vidéo

2 décembre, journée de grèves et de mobilisation

Urgentistes

Le sondage IFOP publié ce week-end sur les enjeux des municipales confirment les tendances déjà observées en mars dernier par cet institut. Lorsqu'on demande aux sondés quels enjeux auront une influence déterminante sur leur vote, les réponses qui viennent en tête sont la sécurité, les finances locales, la santé. Comme si les Français attendaient de plus en plus des mairies ce que l'État assure de moins en moins bien. Pour le directeur de l'Ifop, Frédéric Dabi, « les maires, ces piliers de la République, pâtiennent de l'éclipse de la politique au niveau national et sont de plus en plus appelés à devenir des urgentistes de la république. »

Gérard Streiff

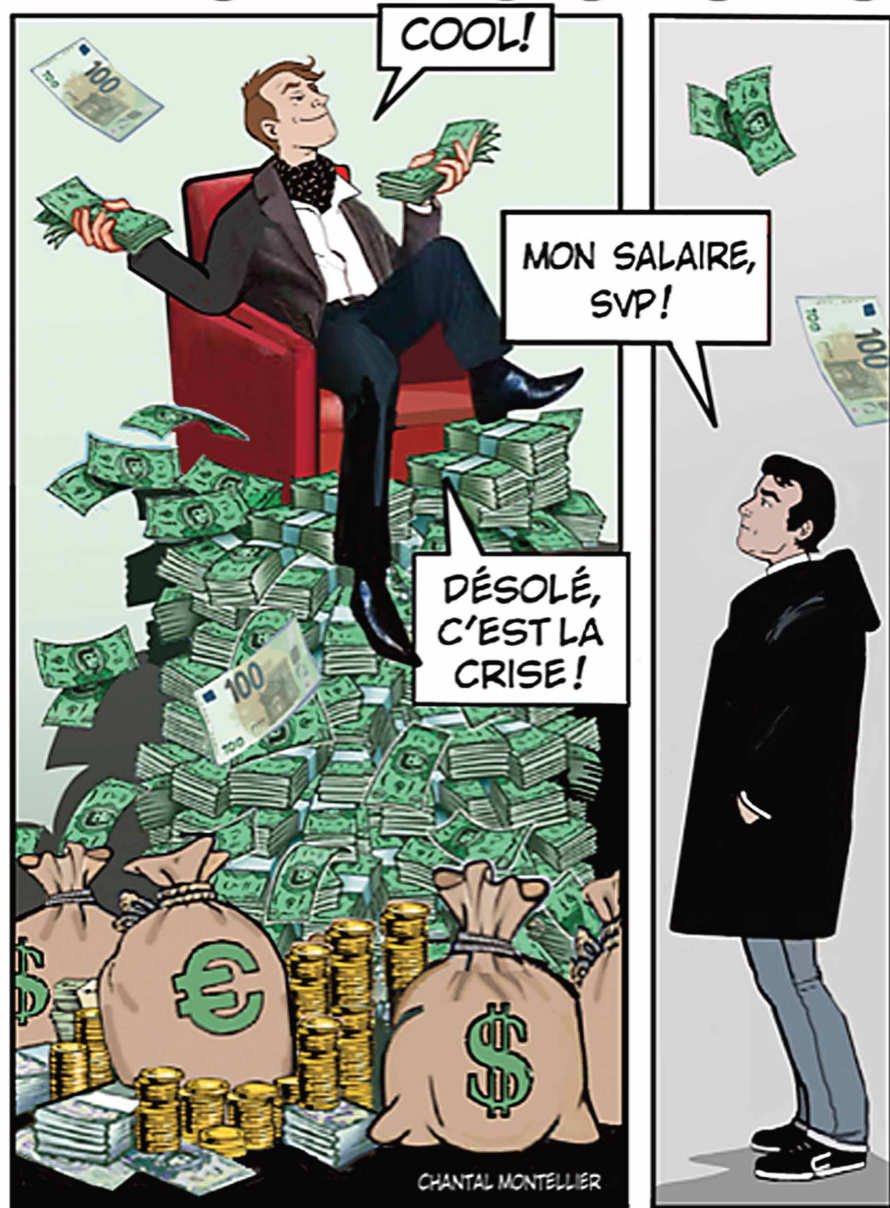
SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

REBOND DU CAC 40



20 novembre, à partir de 19 h 30 : COP30 à Belem : quel premier bilan pour le climat ?

Financement, promesse de réduction d'émission de CO2, niveau de réchauffement envisagé. On en discute conjointement avec Amar BELLAL en charge de l'écologie au PCF, Vincent BOULET en charge du secteur international du PCF et Tehei BOUGUENARI, doctorant en physique du climat et membre du MJCF. Lien visio : <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr>

23 novembre, à partir de 13 h 30 : Meeting de Fabien Roussel. Inscriptions : https://www.pcf.fr/meeting_fabien_roussel_marseille Parc Chanot, Palais de la Méditerranée, Marseille (13)

29 novembre, à partir de 9 h : Assemblée générale de l'Amicale des vétérans des Yvelines : débat sur « La Palestine et le Moyen-Orient », avec Leila Moussavian-Huppe, membre de la Commission internationale du PCF. Espace 1901, rue Maurice Ravel, Trappes (78)

29 et 30 novembre : Le marché de Noël solidaire girondin accueillera le public les samedi 29 de 10h à 18h30 et le dimanche de 10h à 16h30. Salle Jean Lurçat, Bègles (33)

29 et 30 novembre : Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats, expositions, librairie, cinéma, restauration... Site Internet: www.fete-huma-bretagne.fr Contact : fete.humabzh@orange.fr Billetterie : <https://www.helloasso.com/associations/fete-de-l-humanite-bretagne/evenements/fete-de-l-humanite-bretagne-1> Parc des Expositions, Lorient (56)

29 et 30 novembre : La section du Parisien organise sa 37^e Fête du Livre. Entrée gratuite de 10h à 19h. Tous genres (BD, romans, beaux livres...). Samedi 29, Côme Simien et Nicolas Jaillet dédicaceront leurs ouvrages de 15h à 18h30. Samedi 30, débat « Les Jacobins, du mythe à l'histoire ». Intervenant : Côme Simien, l'un des auteurs. Dimanche 30 : Geneviève Buono et Anthony Claye-Mansart dédicaceront leurs livres de 15h à 18h30. 3 rue de Nancy, Cormeilles en Parisis (95)

1^{er} décembre, à partir de 18 h 30 : 1905 - 2025 : la laïcité, un combat à poursuivre et à gagner, grande soirée pour les 120 de la loi de 1905. Introduction par Fabien Roussel et table ronde avec Gwénaële Calvès, professeure de droit public, Marie Gayte, universitaire spécialiste des États-Unis, Jacqueline Lalouette, historienne, Pierre Ouzoulias, vice-Président du Sénat et Christian Picquet, membre du CEN du PCF. Siège national du PCF (75019)

1^{er} décembre, à partir de 20 h 30 : La section de Strasbourg organise un ciné-débat du film La Sociale de Gilles Perret. La projection sera suivie d'un débat en présence de Léo Rossel, agrégé d'histoire, spécialiste de la Sécurité Sociale et d'Ambroise Croizat. Cinéma Strar, Strasbourg (67)

6 décembre, à partir de 20 h 30 : Ferrat en hiver - Alain Hiver chante Jean Ferrat. Parce que « la chanson fabrique de l'Humanité », retrouvons-nous pour une soirée pleine d'émotion et d'engagement autour de l'œuvre de Jean Ferrat, interprétée par Alain Hiver. Entrée : 15€ / Gratuit pour les moins de 16 ans. Réservations : 06.86.89.67.94 ou 06.98.35.82.66. Un hommage vibrant à la poésie, à la fraternité et à la résistance, organisé par Résister au Présent, avec le soutien du PCF et de Com'Partage. Salle JJ Coupon, Buis-les-Baronnies (26)

6 & 7 décembre : Assemblée des Femmes du PCF, au siège national. Ouvert à toutes les camarades, inscription en ligne : <https://questionnaires.pcf.fr/index.php/566242?lang=fr>. Paris (75019)

9 décembre, à partir de 18 h 30 : La Sécurité Sociale: un projet politique global, un projet de société et de civilisation révolutionnaire plus que jamais d'actualité avec Cathy Apourceau-Poly (sénatrice), Denis Gravouil (du bureau confédéral de la CGT), Francis Ballay (Alternatives Mutualistes). Salle Labourbe, Vénissieux (69)

19 décembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : Qu'est-ce qu'une femme ? Avec Patricia Lemarchand, médecin (pneumologue) et professeure de biologie cellulaire à Nantes Université. Elle a dirigé avec Muriel Salle l'ouvrage Qu'est-ce qu'une femme ? Catégories homme/femme : débats contemporains (éd. Matériologiques, 2023). Par ailleurs, elle travaille à mettre en lumière les inégalités d'accès aux soins médicaux hommes-femmes. Lieu Unique, Nantes (44)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

28 & 29 novembre : 10^e Rencontres d'histoire critique de Gennevilliers : Médias. Faire vivre la liberté. Droit inaliénable de l'humanité. Espace des Grésillons, 28 avenue Paul-Vaillant Couturier, 92230 Gennevilliers. Tables rondes / Projection débat / Cinéma / Restauration. Inscription : <https://gabrielperi.fr/initiatives/medias-faire-vivre-la-liberte/>

5 000 personnes à Rouen « pour transformer la colère en espoir »

Pour la vingtième fois, le Parc des expos de Rouen s'est teinté de rouge pour cette nouvelle édition de la Fête de l'Humanité en Normandie. Rouge de colère tant les mauvais coups du budget macroniste inquiètent les familles rencontrées dans les allées. Julie, venue avec son fils qui saute dans la structure gonflable, le dit sans détour : « Les fins de mois commencent de plus en plus tôt, heureusement qu'il y a quelques animations pas chères comme la Fête de l'Huma dans le coin, sinon on ne sortirait plus. »

« Le budget Lecornu est pire que les budgets portés par Barnier ou Bayrou », explique le député Édouard Bénard lors du grand meeting du samedi après-midi. « Plus la macronie est mise en minorité, et plus Lecornu s'appuie sur le RN pour tenir son cap, comme lorsqu'ils ont empêché ensemble le vote de la taxe Zucman », dénonce-t-il. « Face à eux, la gauche doit se tenir debout et prête à incarner, tous ensemble, l'alternative au macronisme agonisant », conclut sous les applaudissements nourris de la salle le député communiste qui a voté les motions de censure contre les gouvernements Lecornu, Bayrou et Barnier.

Juste avant, Fabien Gay, directeur de *l'Humanité* et sénateur, débattait avec l'industriel Patrick Coquelet, PDG de Polytechs à Cany Barville et vice-président du MEDEF en Seine-Maritime. Un vrai affrontement entre les exploités et la bourgeoisie. « Comment comprendre que 211 milliards d'argent public, minimum, soient versés chaque année sans contreparties aux entreprises ? Alors qu'on va rationner les retraités, dérembourser les médicaments et bloquer les salaires ? Certains parlent même de supprimer l'âge de départ à la retraite ? », fait mine d'interroger Fabien Gay. « Mais mes enfants, revenir sur l'âge de la retraite à 64 ans, ça n'est pas possible ! », a contre-attaqué Patrick Coquelet.



Plus tard, le député havrais Jean-Paul Lecoq participait à une table ronde avec un représentant de l'ambassade de Palestine et du mouvement BDS France : « La reconnaissance de l'État de Palestine par la France doit être suivie d'effets, et il s'agit maintenant de faire vivre cette reconnaissance jusqu'à ce que l'État palestinien existe réellement et qu'Israël renonce à toute colonisation », fustige-t-il.

Le soir, place aux concerts avec une scène musicale éclectique, mais à la Fête la politique n'est jamais très loin. Le collectif des jeunes mineurs et majeurs isolés de Rouen, mobilisé depuis plusieurs mois pour que leurs droits fondamentaux soient respectés par la Préfecture a pu prendre la parole devant un public nombreux et bien conscient des nombreux combats à mener.

Cette Fête de l'Humanité Normandie a permis de porter un message fort de combativité, de rassemblement et d'unité. Dans les allées on croisait les représentants de LFI



ou encore du PS. Lors de l'inauguration de la Fête de l'Huma, la présidente de la coopérative des élus communistes et républicains, la sénatrice Céline Brulin, avertissait l'auditoire : « Face au RN qui progresse, la gauche doit incarner l'alternative. Cela ne pourra passer que par des propositions audacieuses qui changent concrètement la vie de notre peuple à bout de force, portées par un rassemblement de toutes les forces de gauche ». S'il reste encore du chemin à parcourir, la ligne politique est, elle, tracée.★

Aurélien Lecacheur
secrétaire départemental
Fédération de Seine-Maritime du PCF

Cendras : Culture, écologie, éducation et solidarité au service du vivre-ensemble

Commune rurale de 1 612 habitants, située au nord d'Alès, dans le Gard, Cendras est composée de plusieurs hameaux et d'un centre-village hérité d'un passé minier, lequel se traduit aujourd'hui par 40 % de logements sociaux. Cendras, c'est aussi 85 % de forêts, de beaux paysages, traversée par deux rivières, dont l'une classée « rivière sauvage », au bas de la vallée du Galeizon, en zone Natura 2000.

La commune est animée par un maire communiste, bien que toutes les sensibilités de gauche soient représentées au sein du conseil municipal. Depuis plusieurs années, l'action municipale se décline en quatre axes majeurs : solidarité, éducation, culture et transition écologique.

La solidarité d'abord, avec l'accueil de réfugiés, le dynamique centre communal d'action sociale (CCAS), dont l'aide alimentaire bénéficie – hélas – à de nombreux habitants, et qui déploie des initiatives toute l'année. La commune est très intimement liée à son joyau, le centre socio-culturel Lucie-Aubrac, qui, bien qu'étant associatif, est très soutenu financièrement par la mairie. Et pour cause, tant il réalise un travail précieux et protéiforme toute l'année, avec sa friperie solidaire, son centre aéré, son atelier vélo-répare-café, son soutien aux familles et l'aide aux devoirs. La mairie porte également des initiatives pour la paix, pour la Palestine,

l'égalité femmes/hommes et bien d'autres thématiques pour un monde plus fraternel.

L'éducation est une priorité budgétaire du conseil municipal cendrasien ; en témoigne cette importante enveloppe allouée chaque année aux enseignants, au profit des projets pédagogiques, ainsi que la gratuité totale des fournitures scolaires des élèves. Les écoliers bénéficient également d'une cantine avec cuisine sur place avec des produits locaux pour une part importante et majoritairement bio.

La municipalité soutient pleinement la culture pour tous, avec un riche et très éclectique programme tout au long de l'année, ponctué d'une vingtaine d'initiatives, auxquelles s'ajoutent les animations de notre très actif tissu associatif. L'ensemble de ces événements culturels permettent, au-delà d'un simple moment de loisir et important cependant, que les gens se rencontrent, échangent et apprennent à se connaître. En ces temps où le repli sur soi gagne du terrain, ces initiatives prennent encore plus de sens.

Enfin, la transition écologique est le quatrième axe majeur de la colonne vertébrale de l'action municipale. Elle se veut transversale et s'illustre, par exemple, par la coopération avec un syndicat intercommunal hébergé à Cendras, qui réalise un gros travail sur les questions de développement durable



et participe au déploiement d'un projet d'autoconsommation collective et citoyenne lié au solaire. La commune a également opéré des politiques majeures de rénovation énergétique, le passage des points lumineux en LED, l'extinction partielle de l'éclairage public, l'aide à l'installation d'agriculteurs, la création d'un deuxième réseau de chaleur bois qui alimente la friperie solidaire, la salle polyvalente, la médiathèque et le foyer des anciens, en remplacement d'une chaudière au fioul ; le tout en générant des économies sur le plan financier. D'autant que le bois est prélevé dans la forêt communale et coupé par les salariés d'un chantier d'insertion.

Voici quelques marqueurs d'actions menées par un maire communiste et son équipe d'une petite commune rurale aux moyens limités, guidés par l'envie d'améliorer la vie des habitants en se montrant à l'écoute des besoins tout en gardant la visée d'une transformation profonde de la société.★

Sylvain André

Maire de Cendras et président
de l'association des maires ruraux du Gard

« 1 million d'oliviers pour la paix en Palestine » :

Le PCF renforce sa solidarité !

Le PCF a lancé une mobilisation nationale en faveur de la paix et de la justice en Palestine avec sa campagne de solidarité internationale, « 1 million d'oliviers pour la paix ». Initiée par la fédération du Val-de-Marne le 22 avril 2025 - Journée internationale de la Terre -, cette initiative a été rapidement adoptée par le Conseil national du Parti, renforçant ainsi sa portée politique.

L'élan de solidarité s'est propagé : de nombreuses fédérations départementales ont adhéré (Lot-et-Garonne, Gers, Finistère, Oise, Hérault, Pyrénées-Atlantiques, Var, Meurthe-et-Moselle, Bouches-du-Rhône et Gironde), rejointes par des sections locales comme Draguignan, Rennes, Fougères et Paris 20e. Cette action militante a déjà permis de collecter 35 000 € de dons auprès de la population - une première étape vers l'objectif ambitieux de 100 000 euros. C'est un succès et un signe fort de mobilisation populaire.

Grâce à ses militants, la solidarité s'est déployée dans les quartiers, les villes et sur les marchés. Tout en exigeant le respect du droit international auprès de Macron, ces initiatives politiques démontrent à la population que le PCF est à ses côtés pour défendre la paix, la justice et le droit international. Le PCF, qui s'est toujours tenu aux côtés du peuple palestinien, l'a encore illustré par la conférence internationale organisée le 4 juin dernier avec l'OLP.

Alors qu'en France, le gouvernement criminalise les mairies communistes qui soutiennent la Palestine, cette opération permet de verser 10 euros pour un olivier planté en Cisjordanie occupée. Menée en partenariat avec l'Association palestinienne des agronomes arabes (AAA) et coordonnée en France par Amitié Palestine Solidarité (APS), cette campagne



politique est un acte de résistance pacifique face à la colonisation et à l'occupation israéliennes. En s'appuyant sur des partenaires palestiniens progressistes et laïques, le PCF affirme sa volonté de soutenir la lutte de libération nationale du peuple palestinien, tout en préparant la reconstruction de demain.

L'olivier, symbole de résistance et enjeu économique

Depuis 1967, plus d'un million d'oliviers ont été détruits par les colons et les militaires israéliens. Cette destruction systématique vise à priver les Palestiniens de leurs terres et de leurs moyens de subsistance. L'olivier, pilier de la culture palestinienne, est la cible d'une stratégie de dépossession programmée pour empêcher la création d'un État de Palestine viable et souverain. La production d'huile d'olive représente un fort enjeu économique et participe de la souveraineté alimentaire des Palestiniens. La cueillette des olives 2025 fait

l'objet d'une violence sans précédent des colons (voir article [Oliviers assiégés ACS ONG.docx](#)).

Pour Issa Elshatleh, vice-président de l'AAA, « cette stratégie vise à éliminer la présence palestinienne en Cisjordanie par des attaques systématiques, des intimidations et des restrictions. Nous appelons à une intervention urgente de la communauté internationale pour protéger les droits des Palestiniens. » Planter un olivier permet ainsi de soutenir la résistance populaire, d'apporter une aide économique aux 100 000 familles de producteurs agricoles et de protéger la terre face à la colonisation.

Dans un contexte de génocide et de nettoyage ethnique, plusieurs voix ont souligné l'importance et la portée politique de la campagne nationale du PCF. Lors de la Fête de l'Humanité, Ofer Cassif, député communiste à la Knesset, a salué la campagne comme un acte concret de résistance contre « le fascisme, le sionisme et la colonisation ». Il a insisté sur la nécessité de lier lutte politique et solidarité internationale et a dénoncé la complicité des États-Unis et de l'Union européenne, appelant à unir les forces progressistes pour une paix fondée sur le droit international. De son côté, Hala Abou Assira, ambassadrice de Palestine en France, a remercié les communistes pour leur engagement : « L'olivier, symbole de paix, est aussi celui de notre indépendance et de notre identité. C'est notre relation à la terre qui nous donne la force de résister. C'est une lutte internationaliste contre le fascisme, un combat commun contre les criminels. »

Mobilisation Internationale et solutions politiques

Le 22 octobre, une visioconférence a réuni Fadwa Khader (membre du bureau politique du Parti du peuple

palestinien, PPP), Ephraïm Davidi (membre du bureau politique du Parti communiste d'Israël, PCI) et Issa Elshatleh (AAA), ainsi que les fédérations engagées. Tous ont mis en évidence les liens entre la réimplantation des oliviers, les enjeux socio-économiques et l'action politique concrète, comme moyen de défendre les droits fondamentaux des Palestiniens.

Fadwa Khader a dénoncé les effets dramatiques de l'occupation : fragmentation et annexion des territoires, pauvreté, entraves à l'accès aux soins et à l'éducation. Elle a appelé à renforcer le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) pour contraindre Israël à respecter le droit international. Ephraïm Davidi a, quant à lui, insisté sur la « fascisation » du régime israélien. Démontrant l'alliance stratégique entre le projet colonial sioniste et le projet impérialiste de Trump, il a souligné que la présence militaire américaine en Israël menace la paix régionale. L'enjeu politique pour le PCI est de changer les rapports de forces en Israël contre la colonisation et l'occupation. Malgré la répression, les deux dirigeants communistes ont salué la bataille politique qu'ils mènent ensemble (PPP et PCI) et appellent à un engagement international, notamment via une conférence internationale pour la paix.

Enfin, le PCF et les participants ont souligné qu'une simple reconnaissance de l'État de Palestine ne suffit pas. Dans le cadre d'une solution à deux États, avec Jérusalem-Est pour capitale, des actes politiques forts et immédiats sont nécessaires pour une Palestine libre et souveraine, notamment des sanctions politiques, économiques et diplomatiques contre Israël, ainsi que la fin de la colonisation et de l'occupation.

Appel à amplifier la solidarité

Avec les organisations de l'OLP (dont le PPP) et le PCI, cette campagne permet de mener la bataille politique pour la souveraineté, le droit et la dignité du peuple palestinien. Elle se présente comme un outil de mobilisation populaire, au service des citoyens et des associations.

Pour Ozer Ozturun, secrétaire départemental du Val-



de-Marne, il est urgent d'agir : « Nous avons une responsabilité politique. Nous avons besoin d'amplifier notre mobilisation, de ne rien céder au fascisme. Avec les campagnes «Urgence Gaza, Urgence Palestine» et celle des oliviers, plus de 60 000 € ont déjà été collectés. Nous irons nous-mêmes planter ces oliviers sur la terre du peuple palestinien au printemps 2026, avec une délégation d'élus et de militants communistes. » En conclusion, un objectif ambitieux de 100 000 € est fixé. Amplifions notre solidarité internationale, en exigeant auprès de la France et de l'Union européenne un cessez-le-feu réel et immédiat, pour une paix juste et durable, fondée sur le droit international et l'autodétermination du peuple palestinien. ✪

Cristine Hernandez - CRI PCF 94
coordinatrice de la campagne
« 1 million d'oliviers pour la paix »

Le PCF met à disposition des fédérations et sections du matériel de diffusion : exemples de communiqués de presse pour lancement campagne, tracts, présentation politique de l'opération, bons de soutien, points financiers, lettres de remerciement, affiches, autocollants et organise des visio conférences avec les partenaires en Palestine, les membres de l'OLP (dont PPP) et le PCI... Pour soutenir la campagne «1 million d'oliviers pour la paix en Palestine», vous pouvez faire un don de 10 euros par olivier planté sur la plateforme HelloAsso : <https://www.helloasso.com/associations/amitie-palestine-solidarite/collectes/1-million-d-oliviers-pour-la-paix-en-palestine>

plein temps

Activité en direction des retraité-e-s
06.08.81.19.61
d.junker93420@gmail.com



N°82 novembre 2025

retraite à point, façon Lecornu...

Après de Villepin, futur candidat aux présidentielles, S.Lecornu, actuel Premier ministre, redécouvre les vertus de la retraite à point largement rejetée par le monde du travail

La conférence sociale serait l'occasion de ce retour après l'annonce de J.P. Farandou, actuel ministre du Travail, qui a déclaré que « d'autres régimes de retraite sont possibles » en mentionnant la possibilité d'ajouter un étage de capitalisation. De quoi est-il question ? Rappelons que E. Macron n'est pas à sa première tentative. Il voulait déjà nous l'imposer en 2020 avec l'accord de la CFTD et du Parti socialiste. Cette «retraite à point», véritable mystification, E. Macron et son Premier ministre E.Philippe ont dû la mettre au placard face aux nombreuses manifestations dans le pays.

L'ouvrage sur le métier

Après sa réélection en 2023, le président de la République et sa Première ministre E.Borne ont remis l'ouvrage sur le métier par une réforme sur les âges et le niveau des cotisations pour avoir le taux plein à 64 ans. Ils ont essayé un nouvel échec à l'Assemblée nationale et ils ont dû imposer leur texte de loi par le 49/3.

S.Lecornu le présente donc à nouveau et il a le soutien de la CFTD, de la CFTC et du Parti socialiste. C'est un acte de destruction de la retraite par répartition et solidaire mis en place par A. Croizat en 1946, il est fait pour casser les solidarités intergénérationnelles.

Dans ce système, véritable marché de dupe, on sait combien on paie de cotisations, mais on ne sait jamais combien on touche de pension. Les peuples suédois et polonais, par exemple, en ont fait l'amère expérience.

Le système permet donc de moduler le prix d'achat du point toujours plus élevé pour réduire le nombre de points attribués et surtout de rendre le prix du point servi au moment de la retraite de moins en moins élevé par des revalorisations ou pas en fonction de la situation économique.

Les points ne sont attribués que pour les périodes travaillées hors chômage, maladies, maternité.



La retraite à points existe dans notre pays

Dans le cadre de l'AGIRC-ARCCO, il s'agit des retraites complémentaires. Ce système a surtout affirmé sa capacité à accompagner toutes les remises en cause précédentes. C'est le Conseil d'administration paritaire qui fixe la valeur du point chaque année.

De plus, S.Lecornu annonce la possibilité de compléter la retraite par des fonds de pension : en fait, subrepticement, (en cachette) se prépare le regroupement du régime général et des complémentaires telles que le proposait J.P. Delevoye, chargé par E. Macron d'initier le retour de la capitalisation qui avait été bannie à la Libération à cause de la faillite du sys-tème.

Il faut savoir aussi que tous ces fonds de pension sont étrangers, notamment anglo-saxons, et que régulièrement ces fonds sont mis en faillite. Déjà nos systèmes de retraite complémentaires sont de plus en plus en lien avec des assurances privées et des groupes financiers.

En résumé, le projet de Macron et de Lecornu est d'en finir avec le système de retraite solidaire et par répartition inventé par Croizat et ses camarades à la Libération, pour le remplacer par des assurances sujettes à tous les périls dans ce monde capitaliste en pleine crise.

Bernard Lamirand

DANS CE NUMÉRO		
● The times they are changing... Les temps changent	page 2	
● Le pire projet de loi de financement de la Sécurité sociale : 7,1 milliards € rasboidés contre les assurés-e-s	page 3	
● La Sécurité sociale, nouveaux défis ?	page 4	

une entourloupette !



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Démocratiser l'enseignement supérieur et la recherche

L'enseignement supérieur et la recherche publique subissent de plein fouet la violence sans précédent des politiques néolibérales en cours depuis les années 80. L'impact est considérable car ce sont le fonctionnement et les missions mêmes de l'université qui sont transformés et menacés.

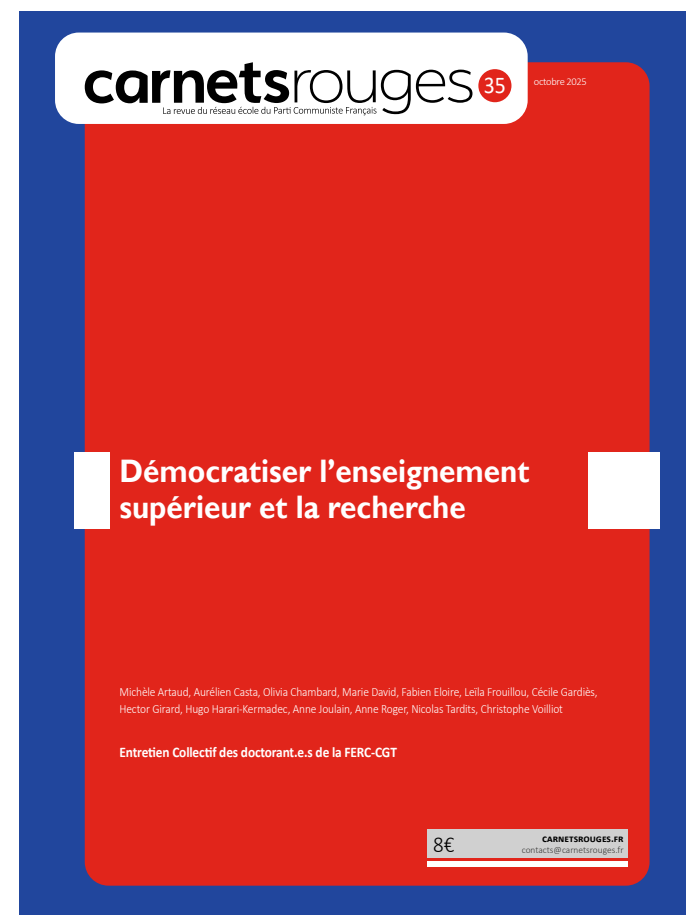
La concurrence règne avec pour moteur une marchandisation diversement déclinée. La part du privé a explosé depuis 2019. Le privé à but lucratif s'est emparé des champs de formation les moins présents dans le secteur public (comme les arts), profite du manque de place à l'université, de la déshérence des recalés de Parcours sup. « En défendant le « libre choix scolaire », l'idéologie inégalitaire évacue la question sociale. Pourtant le constat est partagé de contenus pauvres en savoirs théoriques mais aussi en savoir-faire, au bénéfice de « savoir-être » [...] qui délégitime les valeurs scolaires au profit de celles de l'entreprise ». Les étudiants sont comme les élèves, responsables de leurs réussites ou échecs et les entreprises de formation fort peu engagées !

Au nom de « l'autonomie », les universités sont mises en concurrence pour obtenir des financements, car la diminution drastique des ressources entraîne une paupérisation inquiétante quant à leur fonctionnement.

La concurrence entre universités est renforcée par le classement de Shanghai qui établit une hiérarchie mondiale des universités, sur le modèle anglo-saxon privilégiant les sciences « dures ». Les financements sur appel à projet favorisent les plus gros laboratoires, les politiques d'excellence bénéficient davantage aux plus gros établissements, les financements privés attendent un retour rapide sur investissement et la pression économique pour professionnaliser les étudiants transforme l'offre et les contenus de formation en profondeur. L'esprit d'entreprendre est désormais requis pour qui veut travailler dans le supérieur.

Et dans ce contexte délétère, la chasse est ouverte pour éradiquer « l'islamo-gauchisme » et autre « wokisme ». Les libertés académiques, l'autonomie scientifique et pédagogique reconnues sur le plan législatif et constitutionnel, sont explicitement remises en cause par un nombre croissant de responsables politiques et de médias dominants (cf. l'annulation du Colloque sur la Palestine au collège de France).

Les articles de ce numéro de *Carnets rouges* ont une double vocation : décrypter les atteintes exercées par les pouvoirs politique et économique, tant sur les activités de recherche que sur l'offre de formation ; mais aussi participer, car là est sa raison d'être, à donner corps, par des propositions



concrètes, à un projet politique qui promeuve une université démocratique, tant dans sa gouvernance que dans ses pratiques pédagogiques, une université qui mette la culture en partage, où la formation et la recherche, intimement liées, retrouveraient leur puissance émancipatrice. À l'heure de la post-vérité, c'est un combat majeur. ✊

Christine Passerieux

Rédactrice de *Carnets rouges*

Carnets rouges, n° 35. Octobre 2025

Un siècle de gestion communiste

Organiser à l'initiative de la section d'Ivry un banquet pour marquer les 100 ans de l'installation du premier conseil municipal dirigé par un maire communiste ne constituait pas seulement un moment festif et chaleureux. Il avait comme objectif de rappeler ces pages d'histoire, par le biais d'une exposition, montrant combien les choix politiques mis en place font d'Ivry une ville audacieuse, solidaire, utile, féministe, pacifiste, humaniste, écologique, émancipatrice, démocratique et combative. Mais aussi, par l'intervention du maire actuel Philippe Bouyssou, de montrer que c'est bien « l'ambition d'établir et de faire grandir une contre-société ouvrière, populaire, en opposition aux valeurs bourgeoises et libérales, qui guida les élus de notre ville. »

Avec constance, ces derniers ont conçu, inventé, développé et défendu un service public communal qui fait de l'accès à l'éducation, aux loisirs, aux vacances, à la pratique sportive, culturelle... non pas une question d'aumône ni une question de moyens financiers, mais bien une question de droits, pleins et entiers, et d'équité d'accès entre les Ivryennes et les Ivryens... » Ils font le pari d'une gestion locale innovante, pour tenter d'améliorer les conditions de vie des milieux populaires.

Ces successions de choix, de prises de risques qu'ont assumés au cours du temps Georges Marrane, Jacques Laloë, Pierre Gosnat et Philippe Bouyssou ont mis en place une politique d'aménagement qui s'est toujours voulue, à l'échelle d'un siècle, le levier d'une lutte pour un logement digne

et abordable, et tout particulièrement le logement social, présent partout sur le territoire de la commune.

Durant ces décennies, les communistes ont cherché à dépasser les réflexes d'hégémonie par des pratiques de rassemblement des forces politiques, et en permanence à associer la population dans les décisions et dans les luttes.

Ce moment convivial nous a permis aussi de rappeler que cet héritage-là doit demeurer aujourd'hui une affirmation politique essentielle, pour la future équipe municipale en pleine construction ; et une réalité tangible, porteuse d'espoir chez les Ivryens,

alors que l'on prétend renvoyer chacune et chacun à sa capacité à consommer, sa couleur de peau, sa nationalité ou sa religion !

Connaître et faire connaître cette mémoire, c'est nous donner les moyens de la garder nôtre, contre les coups de boutoir que doit aujourd'hui affronter une ville populaire et métissée comme Ivry, de la part des différents gouvernements néolibéraux et contre les petits entrepreneurs politiques du RN qui s'intéressent à Ivry ! 🇫🇷

Chantal Bourvic



Solidarité avec le peuple sahraoui face à la complaisance des puissances impérialistes et coloniales

Le 31 octobre 2025, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2797, renouvelant le mandat de la MINURSO, mission chargée d'organiser le référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Pourtant, cinquante ans après le départ des colons espagnols, le peuple sahraoui attend toujours que ce référendum soit enfin mis en œuvre. Cette résolution, loin de faire avancer la décolonisation du territoire, s'inscrit dans une logique de statu quo qui légitime de fait l'occupation marocaine.

Sous prétexte de « processus politique réaliste », plusieurs puissances, au premier rang desquelles les États-Unis de Donald Trump, mais aussi la France d'Emmanuel Macron, cherchent à imposer une prétendue « autonomie » du Sahara occidental sous souveraineté marocaine.

En réalité, il s'agit d'un déni pur et simple du droit du peuple sahraoui à disposer de lui-même. Derrière la diplomatie de façade se cache la défense d'intérêts économiques et géostratégiques : contrôle des ressources naturelles, accords commerciaux illégaux, changement de partenaires privilégiés.

Le MJCF dénonce avec force cette propagande et l'instrumentalisation du droit international ainsi que la complicité des États occidentaux avec le régime marocain. Depuis des décennies, Rabat bafoue les résolutions de l'ONU, réprime les militants sahraouis,



pille les richesses du territoire et maintient une politique d'occupation coloniale dans le silence médiatique et avec la bienveillance des puissances impérialistes. Dans ce cadre, le MJCF réaffirme sa solidarité totale avec le peuple sahraoui et le Front Polisario, seul représentant légitime de sa lutte pour la liberté et l'indépendance.

Il exige que la France reconnaisse officiellement la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et qu'elle œuvre à la mise en œuvre du référendum d'autodétermination, conformément aux résolutions des Nations unies. Le MJCF exige également la libération

immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis détenus par le Maroc, notamment les militants du Front Polisario, et condamne fermement les violations systématiques des droits humains commises dans les territoires occupés. Alors que l'impérialisme tente encore de remodeler les frontières selon ses intérêts, la lutte du peuple sahraoui nous rappelle que la décolonisation n'est pas encore achevée dans un certain nombre de territoires.

Les Jeunes Communistes se tiennent, comme toujours et au fil du temps, aux côtés de celles et ceux qui, malgré la répression et le silence, continuent de se battre pour obtenir le droit à disposer d'eux-mêmes. ✪



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Le 29 novembre, mobilisons-nous pour l'établissement de l'État de Palestine !

À Gaza, le cessez-le-feu a apporté un soulagement légitime : fin des combats, libération des otages israéliens détenus par le Hamas. La résolution 2803 de l'ONU du 17 novembre appelle à son respect absolu. Mais 300 victimes palestiniennes sont à déplorer depuis l'entrée en vigueur officielle du cessez-le feu. Et aucun chemin n'est ouvert pour une résolution politique du conflit et l'instauration d'une paix durable, c'est-à-dire pour le respect des droits nationaux du peuple palestinien.

Avec neuf autres États, la France a reconnu l'État de Palestine. C'était est un premier pas, longtemps attendu et longtemps exigé. Il a notamment contraint l'administration Trump à prendre une initiative pour arrêter les bombardements incessants de Gaza et de sa population civile. Il en appelle cependant d'autres, afin de concrétiser la perspec-

tive d'un Etat de Palestine sur la base des frontières de 1967, réunissant la Cisjordanie et Gaza et avec Jérusalem-Est pour capitale.

Car le gouvernement israélien d'extrême droite n'a pas renoncé à ses visées annexionnistes des territoires palestiniens. En Cisjordanie, les colons appuyés par l'armée poursuivent leurs actions incessantes de colonisation. La bande de Gaza n'est pas évacuée intégralement et sa population, après avoir subi la tutelle intégriste du Hamas, reste privée du droit d'administrer souverainement son territoire. De plus, à quelques jours du premier anniversaire du cessez-le-feu au Liban, l'armée israélienne ne s'est toujours pas retirée de la totalité du territoire de ce pays. Le gouvernement israélien menace toujours la zone du Proche et du Moyen-Orient de chaos.

L'avenir du peuple palestinien et du mouvement



SOLIDARITÉ PALESTINE
Auto-détermination du peuple palestinien et droit au retour des réfugiés palestiniens | Fin de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid | Sanctions contre Israël | Cessez-le-feu définitif et fin du génocide

MANIFESTATION NATIONALE
29
NOVEMBRE 2025

Des transports collectifs sont prévus de nombreuses villes dans toute la France - renseignez-vous sur : 

national palestinien se joue maintenant.

Le Parti communiste français réaffirme sa solidarité avec l'OLP, avec laquelle il a fondé l'Alliance internationale pour les droits du peuple palestinien, le 4 juin dernier. Comme l'exige l'OLP, les institutions et les territoires palestiniens doivent être unifiés sous son égide, en tant que seule représentante légitime du peuple palestinien. Toute tentative d'où qu'elle vienne visant à nier la souveraineté de l'État de Palestine, représenté par l'OLP, à Gaza et en Cisjordanie reviendrait à poursuivre la violation du droit international.

L'heure est au respect du droit international, à la mise en place de la solution politique à deux États afin d'aboutir enfin à une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.

Le PCF réaffirme sa solidarité avec les communistes palestiniens et israéliens. Il apporte son plein soutien, en Israël, au camp de paix et aux forces démocratiques qui combattent la politique de Netanyahu et de son gouvernement de fanatiques.

Le PCF appelle la France à :

- Agir pour répondre à l'urgence humanitaire à Gaza, en déployant les moyens permettant à une population privée de tout, de se nourrir, de se soigner et d'être abritée correctement au seuil de l'hiver.

- Agir concrètement pour la mise en place d'un État de Palestine, aux côtés de l'État d'Israël, donc pour l'arrêt de l'occupation et de la colonisation. Cela impose de prendre des sanctions économiques, financières et commerciales contre le gouvernement israélien. L'accord d'association UE-Israël doit être suspendu. Sans attendre les décisions de l'UE,

la France, dans le prolongement de la déclaration de la conférence de New York du 29 juillet 2025 et de la reconnaissance de l'État de Palestine, doit prendre la tête d'une coalition internationale d'États prenant des initiatives en ce sens.

- Agir pour traduire en justice les responsables israéliens du génocide commis à Gaza, en application des mandats d'arrêts de la CPI, et pour traduire les responsables du Hamas pour leurs crimes.

- Agir pour la libération des prisonniers politiques palestiniens, au premier rang desquels figure Marwan Barghouti.✳

Le PCF appelle à participer aux manifestations du 29 novembre, à l'occasion de la Journée internationale pour les droits du peuple palestinien.

Signataire de l'appel initié par la LDH, il appelle à se grouper avec les autres signataires de cet appel.

**PARIS : Place de la République 13 h 30
au croisement de la Place et de la rue du
Faubourg du temple**



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

**« Nous voulons faire le choix du
salaire plutôt que du RSA, des
cotisations plutôt que des
exonérations, des
impôts plutôt
que de la TVA, de
la justice fiscale
plutôt que de la
fraude fiscale »**



FABIEN ROUSSEL
**LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL**

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**